



## Traîtres ou Patriotes ?

*Par Dominique De Cleer*

*Cet article est dédié à Richard Goldfine, éminent historien et guide à Boston qui, au cours des ans, m'a initié à la trépidante histoire de ces hommes qui ont su gagner leur indépendance face à l'opresseur colonialiste du XVIII<sup>e</sup> siècle. Son amour et sa connaissance de l'Histoire n'ont d'égal que son amour et sa connaissance la plus profonde de la langue de Voltaire.*

En avril 1607, après pratiquement quatre mois de traversée de l'Atlantique, trois navires de la Virginia Company of London : le *Susan Constant*, le *Goodspeed* et le *Discovery* accostent les côtes de Virginie afin d'y établir une colonie britannique. Sous les ordres du capitaine Christopher Newport, les cent cinq pionniers ayant survécu au voyage s'installent à l'embouchure de la rivière James et y fondent la colonie de Jamestown. La même année, la Virginia Company of Plymouth installe une colonie dans le Maine. Vingt-trois ans auparavant, Sir Humphrey Gilbert et Sir Walter Raleigh avaient établi une colonie appelée Virginia dans l'Etat actuel de Caroline du Nord mais celle-ci avait assez rapidement périclité et il n'en restait plus rien au bout de quelques années.

En 1619, les premiers Noirs débarquent d'un bateau de guerre hollandais. Originaires d'Afrique occidentale, ils serviront de main-forte aux colons, dans les tâches les plus ardues. Toutefois, leur contrat prévoit que s'ils en honorent les termes, ils seront libérés après cinq années ; ils seront considérés comme des citoyens à part entière et pourront

même acquérir des terres au bord de la rivière. L'arrivée de mille deux cents colons supplémentaires porte la population de la colonie à trois mille personnes dont nonante jeunes femmes célibataires, en âge de prendre époux.

Le 11 novembre 1620, une centaine d'émigrants anglais qui avaient fui les persécutions religieuses et s'étaient exilés à Leyde en Hollande, débarquent du navire marchand *Mayflower* dans la baie de Cape Cod. Dix jours plus tard, les chefs de famille signent à son bord un pacte communautaire basé sur les principes de l'Eglise et connu sous le nom de *Mayflower Compact*. Celui-ci régit la conduite de la vie de la future colonie qu'ils fondent et appellent désormais Plymouth. A l'automne 1621, les pèlerins rendront grâce et louange à Dieu qui les a guidés jusqu'à ces terres et les a aidés à surmonter les difficultés de cette nouvelle vie. Les réjouissances durent plusieurs jours et le festin est à la hauteur des célébrations. Outre le maïs, les huitres, les légumes, les fruits et les baies, les viandes ne manquent pas au menu. On y déguste des oies, des chevreuils que les Indiens Wampanoags ont apportés en guise de cadeau, mais également des volatiles qu'on appellera plus tard *poule d'Inde*.

En 1627, pas moins de mille cinq cents orphelins ont été enlevés dans les quartiers pauvres de Londres et envoyés dans les colonies où ils seront employés comme domestiques dans les fermes. Ces enlèvements font suite à l'ordonnance royale de 1619 de Jacques I<sup>er</sup>, d'envoyer les orphelins dans les colonies. En 1630, emmenés par John Winthrop, une nouvelle vague de Puritains en provenance d'Angleterre s'installe dans la péninsule de Shawmut dans la colonie de la Baie de Massachusetts. La ville qu'ils y fondent s'appellera Boston, du nom de la ville anglaise dans le Lincolnshire. Elu gouverneur le 7 septembre 1629 avant de quitter l'Angleterre, il signe l'acte officiel de la naissance de la nouvelle cité qui sera également le siège du gouvernement du Massachusetts. En 1635, John Winthrop, le fils du précédent, est mandaté pour créer une colonie à l'embouchure de la rivière Connecticut. Cette colonie composée de douze établissements sera unifiée en 1662 lorsque Winthrop se rend à Londres et y obtient une charte signée par le roi Charles II. L'année suivante est créée la colonie de Rhode Island and Providence Plantations.

En 1651, le Parlement anglais vote le *Navigation Act*, une loi protectionniste visant à financer le développement de la marine de guerre et à affaiblir les colonies de la Barbade, des Bermudes et de Virginie et à assurer le monopole du commerce naval. Les termes de la loi prévoient que toute marchandise importée en Angleterre ou à destination de ses colonies, devra être transportée par des navires britanniques dont la moitié de l'équipage devra être de nationalité anglaise.

Durant la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, de nouvelles colonies seront créées : le Maryland, New York, la Caroline - qui dès 1691, sera divisée en deux colonies distinctes - le New Jersey, la Pennsylvanie et le New Hampshire qui deviendra en 1679 la « Province royale ». Dès 1664, le Delaware qui était principalement peuplé de Hollandais et de Suédois est sous contrôle britannique. William Penn se voit chargé de la tutelle de ce qu'on appelle alors les « Comtés-Bas du Delaware ». De 1662 à 1701, le gouverneur de Pennsylvanie assure la gouvernance de sa province et de celle du Delaware, jusqu'à ce que les Comtés-Bas soumettent une pétition d'indépendance coloniale, qui leur sera accordée. Néanmoins, jusqu'en 1776, le gouverneur de Pennsylvanie maintiendra son autorité sur les deux provinces. La dernière province à rejoindre les colonies britanniques sera la Géorgie dont la charte est accordée le 21 avril 1732 au général James Oglethorpe, membre du Parlement londonien et réformateur des conditions pénitentiaires. A l'exception des Comtés-Bas du Delaware, de la Pennsylvanie et du Maryland qui sont des provinces de propriétaires dont les terres ont été accordées par le roi à des notables, les autres colonies sont dites « de la Couronne ». Les treize colonies ont chacune développé un système limité de gestion

autonome. Les représentants locaux et provinciaux sont élus par la population qui siège aussi dans les cours locales. Le gouverneur royal est l'autorité représentant le roi dans les colonies et relève du Parlement de Londres.

En 1625, peuplées de moins de deux mille âmes, la population des colonies britanniques s'élèvera à deux cent septante-cinq mille habitants en 1700. Dans ce même laps de temps, vingt et un mille Noirs seront amenés dans les provinces coloniales. L'esclavage est une pratique commune et ne heurte pas les bourgeois puritains du Massachusetts. Les Noirs assurent les tâches domestiques ou sont mis à l'ouvrage dans les fermes. En Virginie et au Maryland, ils travaillent dans les plantations de tabac ; en Caroline, ils cultivent le riz ou l'indigo. Boston est le premier port négrier en Amérique. Les navires partent pour les Antilles avec des marchandises locales qui y sont vendues pour acheter du rhum qui servira de monnaie d'échange pour des esclaves. De retour aux Antilles, la « marchandise » est revendue aux planteurs qui les embarquent sur d'autres bateaux. Les navires partis de Boston rentrent au port les cales vides et dès lors, ne sont jamais pris en flagrant délit de contrebande. Cinquante ans plus tard, la population des colonies du nouveau monde atteint un million d'habitants. Cette croissance démographique est principalement due à l'expansion de l'immigration mais également aux ressources naturelles qui permettent de subsister sans trop de difficultés, aux nombreux mariages précoces qui engendrent une natalité importante et à la vaste étendue du territoire qui permet de limiter la propagation d'épidémies.

En 1713, la signature du traité d'Utrecht qui met définitivement un terme à la guerre de Succession d'Espagne voit croître les possessions de la Grande Bretagne au détriment de la France, son ennemie héréditaire. L'Angleterre se voit confirmer la possession des territoires de la Baie d'Hudson et de Terre-Neuve. La France doit également lui céder une grande partie de l'Acadie. De plus, les territoires Iroquois de la vallée de l'Ohio passent sous protectorat britannique alors que jusque-là, ils étaient administrés par la France. De 1756 à 1763, la guerre de Sept Ans opposera à nouveau ces deux pays. Victorieuse, la Grande Bretagne augmentera considérablement ses possessions en Amérique du Nord. La Nouvelle-France lui est cédée ainsi que toutes les îles au large du Canada, à l'exception de Saint-Pierre et Miquelon. Tous les territoires à l'est du fleuve Mississippi appartiennent désormais également à la Couronne britannique.

Jusqu'en 1764, les colons n'avaient pas particulièrement à se plaindre de leur sort sous l'autorité de la Couronne. Les conditions de vie étaient relativement décentes et l'armée de Sa Majesté veillait à la sécurité de la population. Les colonies ignoraient la mère patrie et Londres ne s'inquiétait pas trop de ce qui se passait outre Atlantique. Les lois anglaises régissant le commerce étaient appliquées avec une grande désinvolture, ce qui arrangeait particulièrement les marchands puisque les colonies faisaient partie d'un système commercial international. La fin du conflit avait ramené une paix que la Grande Bretagne n'avait plus connue depuis près d'un demi-siècle. Le pouvoir politique allait enfin pouvoir s'occuper de la gestion de l'empire. La guerre avait coûté au pays une somme colossale. La dette qui, en 1753, s'élevait à septante-cinq millions de livres est passée à cent trente-trois millions de livres dix ans plus tard.<sup>1</sup> Dès lors, le gouvernement du roi George III se sent contraint et en droit d'affirmer son autorité vis-à-vis des colonies alors que les Américains étaient habitués à gérer eux-mêmes leurs provinces. Les élus des assemblées coloniales n'avaient que du mépris pour le gouvernement de Londres et pour les fonctionnaires royaux. Ils estimaient que leurs institutions étaient souveraines et que le Parlement londonien ne pouvait en limiter les compétences. Le droit de lever des taxes était une

---

<sup>1</sup> De quinze milliards cent cinquante millions à vingt-quatre milliards sept cent trente-huit millions de livres actuelles.

prérogative de ces seules institutions.

En avril 1764, le gouvernement anglais, soutenu par le Premier ministre George Grenville, approuve une taxe sur le sucre et interdit l'importation de vins français et de rhum étranger. L'*American Revenue Act*<sup>2</sup>, communément appelé *Sugar Act*<sup>3</sup>, suscite un vent de colère auprès des colons dont le trafic de sucre, de vins et de rhum est une source non négligeable de revenus. A Boston, l'avocat James Otis dénonce vigoureusement le Parlement qui se permet d'imposer des taxes aux colonies alors que celles-ci n'y sont même pas représentées et dénonce de même l'interdiction faite aux colons d'imprimer du papier-monnaie décrété par le *Currency Act*<sup>4</sup> du 19 de ce même mois. Les marchands bostoniens argumentent que le marché esclavagiste est étroitement lié à celui du sucre et de rhum et qu'il devrait donc être protégé au lieu d'être sanctionné. En mai, le *Boston Evening Post* prend le parti des colons et dénonce la politique commerciale de Londres. Dès le mois d'août, ils mettent un terme au commerce de produits de luxe importés de Grande Bretagne. Les marchands new-yorkais se joignent au mouvement du Massachusetts et boycottent les importations de produits de luxe. Le 22 mars 1765, les lords votent le *Stamp Act*. Ce droit de timbre est imposé aux colonies sur tous les documents imprimés ou les actes officiels : certificats de naissance ou de décès, pamphlets, journaux, contrats immobiliers, licences commerciales, cartes à jouer et dés. Avec les revenus générés par ces taxes, additionnés à ceux du *Sugar Act*, le Parlement espère ainsi couvrir au moins la moitié des coûts de l'expédition britannique lors de la rébellion de Pontiac en 1763-1764 et de la guerre de Sept Ans.

A la Chambre des lords, le colonel Isaac Barré, qui a notamment combattu à Louisbourg et à Québec, n'a pas voté en faveur du *Stamp Act* et met ses membres en garde en disant : *Il y a dans cette Chambre des messieurs des Indes occidentales mais il y en a peu qui connaissent les conditions en Amérique du Nord [...]*<sup>5</sup> Alors que Charles Townshend, le chancelier de l'Echiquier présente le droit de timbre à Benjamin Franklin et aux autres agents américains, il répond en décrivant les colonies : *[...] des enfants nés par nos soins, nourris par notre indulgence jusqu'à ce qu'ils aient atteint un degré de force et d'opulence et protégés par nos armes [...]*. Barré rétorque : *Nés par vos soins ? Non ! Votre oppression les a fait naître en Amérique. Ils ont fui votre tyrannie pour un pays incultivé et inhospitalier [...] Nourris par votre indulgence ? Ils ont grandi fort de votre négligence jusqu'à ce que vous commenciez à vous en soucier, vous en soucier en envoyant des personnes pour les gouverner, dans l'un ou l'autre département, peut-être des adjoints d'adjoints de certains membres de cette Chambre, envoyés pour espionner leurs libertés, pour dénaturer leurs actions et pour s'en prendre à eux ; des hommes dont le comportement a, à de maintes reprises, provoqué le recul du sang de ces fils de la liberté ; des hommes promus aux plus hautes sphères de la justice, dont certains, à ma connaissance, se sont félicités d'aller dans un pays étranger pour échapper à la justice d'une cour dans leur propre pays. [...] Protégés par vos armes ? Ils ont noblement pris les armes pour votre défense [...] ce que je vous livre sont les véritables sentiments de mon cœur [...] Le peuple, je le pense, est aussi loyal que n'importe quel sujet du Roi, mais un peuple jaloux de ses libertés et qui les défendra si jamais elles devaient être violées, mais le sujet est trop délicat - Je n'en dirai pas plus.*<sup>6</sup> Pour la première fois, les termes Fils de la

<sup>2</sup> Loi sur les revenus américains.

<sup>3</sup> Loi sur le sucre.

<sup>4</sup> Loi sur les devises.

<sup>5</sup> The History of Parliament: the House of Commons 1754-1790 - Ed. L. Namier, J. Brooke, 1964.

<sup>6</sup> A Complete History of the United States of America embracing the whole period from the Discovery of North America down to the Year 1820 - Vol. III, Hartford, 1821, p. 15-16.

Liberté furent employés et deviendront le symbole de la résistance des colonies américaines à l'encontre des Britanniques. Lorsque la loi fut adoptée, Benjamin Franklin qui était encore à Londres écrivit à Charles Thompson à Philadelphie : *Le soleil de la liberté est couché ; vous devez allumer les bougies de l'industrie et de l'économie*, ce à quoi Thompson répondit : *Je crains que d'autres lumières puissent devenir une nécessité.*<sup>7</sup>

Pour faire appliquer la loi, le gouvernement offre 300 livres aux fonctionnaires chargés du recouvrement des droits. A Boston et dans d'autres villes, des émeutes éclatent et les percepteurs des droits de timbres sont menacés et forcés à renoncer à la perception de ces taxes. Certains sont enduits de goudron et emplumés. Des effigies du Premier ministre Grenville sont pendues ou brûlées en public. Cette vague de protestations oblige les loyalistes à se terrer chez eux et à attendre que la situation se calme. L'opposition à la Couronne et à la politique menée par le Parlement de Londres se fait de plus en plus forte et la question de la légitimité du gouvernement à imposer des taxes alors que les colonies ne sont pas représentées à ce même Parlement se pose clairement. En juin, James Otis suggère de réunir toutes les colonies et l'assemblée du Massachusetts invite les délégués à se retrouver à New York. Ce congrès se tiendra le 7 octobre en présence de délégués du Massachusetts, de la Caroline du Sud, de Pennsylvanie, du Delaware, du New Jersey, de New York, du Connecticut, du Rhode Island et du Maryland.

Le 14 août à Boston, l'effigie d'Andrew Oliver - un beau-frère du lieutenant-gouverneur Hutchinson<sup>8</sup> - qui avait été appointé pour administrer le *Stamp Act* dans la province de la Baie du Massachusetts, est pendue à l'*Arbre de la Liberté* de Boston. La nuit suivante, sa maison et ses bureaux sont saccagés par une foule en colère. Trois jours plus tard, il est contraint de démissionner. Douze jours après, soit le 26 août, la foule pille et détruit l'hôtel particulier du lieutenant-gouverneur Thomas Hutchinson ; l'argenterie, le mobilier et d'autres objets de valeur sont volés. Le matin suivant, la rumeur se répand que ces actes ont été commis par un groupe de colons opposés au *Stamp Act*, qui se fait appeler les *Fils de la Liberté*, d'après la phrase qu'avait prononcée Isaac Barré lors des débats avec le Premier ministre Grenville. Cette organisation clandestine a déjà des ramifications dans d'autres villes des colonies. La plus active est à Boston et est issue d'autres sociétés secrètes de moindre importance tels les *Loyal Nine* et le *Boston Caucus Club*. Le chef des *Fils de la Liberté* est Samuel Adams. Né le 27 septembre 1722 à Boston, Samuel Adams est le fils d'un marchand et brasseur. A l'âge de 18 ans, il est diplômé de l'université de Harvard. Avec des fonds empruntés à son père, il tente de démarrer une brasserie, mais rapidement, il se montre être un piètre entrepreneur. A la mort de son père, il dilapide son héritage et devient collecteur de taxes avant de se lancer dans la politique, domaine dans lequel il excelle et se révèle être un brillant orateur. Dès 1765, il est élu à l'assemblée du Massachusetts.

Déjà en mai à Williamsburg, la Chambre des bourgeois<sup>9</sup> s'était réunie dans un climat d'incidents et de violence. Du haut de la tribune, le jeune avocat Patrick Henry énonça une série de mesures condamnant la politique fiscale de la Grande Bretagne. Dans la salle, son discours fut interrompu aux cris de *trahison*. Sans se laisser impressionner, l'avocat répondit au président de l'assemblée : *Si ce doit être une trahison, tirez-en donc les conséquences !* A New York, les délégués des neuf provinces réunies pour dénoncer les abus de pouvoir du Parlement britannique rédigent un document par lequel ils font part des

<sup>7</sup> Ibid. p. 16.

<sup>8</sup> En 1771, lorsque Hutchinson est nommé gouverneur du Massachusetts, Andrew Oliver devient lieutenant-gouverneur. Le 13 mars 1774, il meurt à l'âge de 67 ans.

<sup>9</sup> La Chambre des bourgeois (House of Burgesses), créée par la Virginia Company, était la première assemblée d'élus dans les colonies.

doléances de ses membres et du non-droit de taxer les colonies puisqu'elles ne sont pas représentées. John Dickinson, un politicien originaire de Pennsylvanie, est chargé d'écrire le texte que l'avocat James Otis modérera en changeant les excès verbaux d'extrémistes dont ceux de Patrick Henry, le délégué de Virginie.

Au moment même où le *Stamp Act* fut signé par le Roi, une autre loi fut adoptée par le Parlement : le *Quartering Act*<sup>10</sup>. Cette loi contraint la population à donner le gîte dans les maisons vides, les granges et les tavernes et à assurer le couvert à la soldatesque. Devant le refus des colons de répondre aux demandes de logement formulées par le général Thomas Gage, c'est lui-même qui demandera au Parlement de légiférer et de décréter cette nouvelle mesure. En janvier 1766, l'assemblée coloniale rejette la demande du commandant en chef.

A Londres, lors des débats relatifs au *Stamp Act*, des marchands britanniques se plaignent des effets néfastes sur le boycott de leurs marchandises. Le 11 février, la cour de justice de Virginie déclare le *Stamp Act* illégal et, deux jours plus tard, Benjamin Franklin, l'agent colonial en Angleterre, s'adresse aux lords en leur disant que cette loi est injuste vis-à-vis des colons et qu'elle peut générer une révolution. Le 21, sous la pression des marchands et de l'inquiétude de la bourse suite à l'arrêt des exportations de produits anglais vers les colonies, le Parlement adopte un texte d'abrogation du *Stamp Act* par 276 voix pour et 168 voix contre ; le 18 mars, le Roi y consentira. Dans les colonies, les cloches sonnent la nouvelle à toute volée. A Boston, l'*Arbre de la Liberté*<sup>11</sup> est décoré de bannières et de banderoles, la population allume des feux d'artifice et lance des pétards dans les rues. En décembre à New York, devant le refus de l'assemblée de la ville de loger et de nourrir l'armée, le général Gage ordonne à l'assemblée de cesser ses activités et de se dissoudre. Chaque demande recevait une fin de non-recevoir sous prétexte que la ville n'avait pas les moyens d'assurer la subsistance des troupes. Excédé par les affrontements entre les colons - dont les Fils de la Liberté - et ses hommes, Gage a fait venir dans le comté des régiments cantonnés à l'ouest, afin de faire régner l'ordre. N'arrivant pas à ses fins, le général n'a d'autre recours que la dissolution de l'assemblée. Le 6 juin 1767, l'assemblée de New York vote une allocation de trois mille livres pour le casernement de l'armée. Se faisant, la ville espère ainsi obtenir de Londres la révocation de la dissolution de l'assemblée ordonnée six mois plus tôt.

Sous le gouvernement de William Pitt, Charles Townshend est nommé chancelier de l'Echiquier. En Angleterre, suite à l'augmentation du prix des céréales, de sanglants conflits sociaux avaient secoué le pays. Cette hausse des prix avait généré une perte sérieuse pour le Trésor et un abaissement des taxes sur le grain avait provoqué une perte de cinq cent mille livres. La levée de nouvelles taxes dans les colonies allait palier à ce déficit budgétaire. Si les colons sont opposés aux taxes internes, à priori, ils ne le sont pas contre les externes, comme Benjamin Franklin s'est plu à le rappeler devant le Parlement. Townshend décide donc de créer de nouveaux impôts. Différentes taxes douanières, la création d'un bureau des douanes et le *Vice Admiralty Court Act*<sup>12</sup> qui créera trois nouvelles cours maritimes à Boston, à Philadelphie et à Charleston, afin de juger ceux qui enfreignent les lois, seront imposées aux colonies. Une détaxation du thé permettra de lutter contre la contrebande du thé hollandais et favorisera le commerce de la Compagnie anglaise des Indes orientales. En outre, le *Restraining Act*<sup>13</sup> de Townshend confirme la suspension de l'assemblée jusqu'à ce

<sup>10</sup> Loi sur le cantonnement.

<sup>11</sup> L'*Arbre de la Liberté* se trouvait sur Hanover Square, la partie « la plus publique » de Boston - Boston Tea Party Ships & Museum ([www.bostonteatpartyships.com](http://www.bostonteatpartyships.com)).

<sup>12</sup> Loi relative aux cours de justice de la vice-amirauté.

<sup>13</sup> Loi de restriction.

que la ville de New York accepte le *Quartering Act*. Dans les colonies, les *Townshend Acts* sont tous rejetés et la phrase de James Otis : *Pas de taxation sans représentation* est reprise en slogan. L'assemblée provinciale du Massachusetts envoie une lettre aux assemblées des autres provinces et les invite à rejeter à leur tour les lois. Le tout nouveau secrétaire aux Colonies, lord Hillsborough demande à l'assemblée du Massachusetts de récuser sa missive, ce que les délégués refusent. Le gouverneur de la province, Francis Bernard procédera alors à sa dissolution, ce qui ne fera qu'attiser les tensions entre Américains et Britanniques. A Philadelphie, l'avocat et propriétaire terrien John Dickinson rédige un pamphlet que la population s'arrache et dans lequel il dénonce les *Townshend Acts* et les déclare aussi inconstitutionnels que l'avait été le *Stamp Act*. Dickinson pose clairement la question de savoir si les assemblées doivent se soumettre à l'autorité intransigeante de la Couronne, comme l'a fait New York l'année précédente. Le Parlement a demandé que les colonies assurent le logement et la subsistance des soldats. A l'avenir, devront-elles pourvoir à l'achat des uniformes et des armes ? Toutes ces questions amènent l'auteur à appeler les assemblées à s'unir contre ces mesures injustes.

En février 1768 à Boston, le délégué Samuel Adams fait imprimer une lettre que son ami et membre des Fils de la Liberté James Otis modère en des termes moins radicaux. Dans ce memorandum qu'Adams remet aux autres membres de l'assemblée, il condamne également les *Townshend Acts*. Les termes qu'il utilise ne laissent planer aucun doute quant à sa volonté de se défaire de l'autorité britannique et d'aller vers l'indépendance. La lettre rappelle également qu'il ne peut y avoir de taxation sans que les colonies soient représentées au Parlement de Londres. Tout comme Dickinson l'avait fait l'année précédente, Adams appelle à l'union des colonies contre l'Angleterre. En avril, lord Hillsborough qui entre-temps est devenu président de la Chambre de commerce enjoint les gouverneurs à empêcher l'adoption de la lettre de Sam Adams par les différentes assemblées provinciales. Le Connecticut, le New Jersey et le New Hampshire entérinent les écrits du Bostonien tandis que la Virginie rédige sa propre lettre de protestation. L'assemblée du Massachusetts refuse également l'abrogation du document d'Adams. A Boston, ce refus est considéré par les Fils de la Liberté comme une première victoire. Pour célébrer l'événement, ils commandent à l'orfèvre Paul Revere une coupe en argent sur laquelle seront gravés des inscriptions rappelant l'opposition de l'assemblée.

Deux mois plus tôt, le 9 mai, le *Liberty*, une corvette appartenant à John Hancock, qui transportait du vin en provenance de Madère est inspecté par un agent des douanes. Aussitôt qu'il monte à bord, il est maîtrisé et retenu par l'équipage. A peine est-il relâché qu'il se rend chez son supérieur hiérarchique qui fait arraisonner le bateau. Il n'en fallait pas plus pour que cet acte soit considéré comme une véritable déclaration de guerre par les marchands de Boston qui se montrent menaçants au point que tous les officiels anglais se sont réfugiés dans les bastions du port. Accusé de contrebande, John Hancock est défendu par John Adams, cousin de Samuel Adams et futur président des Etats-Unis. L'affaire sera toutefois classée sans suite. Le navire ayant été saisi par les autorités portuaires ne sera pas restitué. Il sera intégré à la marine royale et patrouillera les côtes du Rhode Island dans la lutte contre la contrebande. En juillet 1769 l'équipage du *Liberty* saisit deux navires du Connecticut. En représailles, des habitants du Rhode Island abordent le *Liberty*, s'emparent et finalement le brûlent.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1768, le général Gage est venu de New York à Boston pour superviser le débarquement des troupes. Pour contenir un possible soulèvement de la population et pour maintenir l'ordre dans la ville, il a fait venir par navire de la Royal Navy, les 14<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> régiments d'infanterie qui étaient cantonnés à Halifax, en Nouvelle-Ecosse. Malgré une

rumeur faisant état de possibles troubles que pourraient causer les Fils de la Liberté, le débarquement s'est bien déroulé et aucun incident ne fut à déplorer. Ces deux unités seront bientôt rejointes par les 64<sup>e</sup> et 65<sup>e</sup> régiments d'infanterie. Le fort de Boston, Castle Williams, pourrait loger ces soldats mais à la demande du gouverneur, Gage campe ses troupes en ville, dans le palais de justice, à Faneuil Hall et sur le Boston *common*<sup>14</sup>. L'arrivée de ces soldats est accueillie avec joie par les officiels anglais et par les loyalistes qui espèrent que le climat d'anarchie qui règne dans la ville s'apaisera.

En mai 1769, la Chambre de commerce annonce aux gouverneurs des colonies que les *Townshend Acts* seront réexaminés. Au même moment en Virginie, des délégués de la Chambre des bourgeois qui a été dissoute par le gouverneur, fondent l'association de Virginie qui interdit l'importation de marchandises en provenance d'Angleterre jusqu'à ce que les *Townshend Acts* soient définitivement révoqués. En juillet, la Caroline du Sud adopte la même position que la Virginie. En janvier de l'année suivante, à New York, les troupes britanniques s'emparent de la ville. Deux jours plus tard, lorsque les autorités militaires demandent de se conformer au *Quartering Act*, de sanglants affrontements ont lieu entre les Fils de la Liberté sous la conduite de leur leader Alexander McDougall et les soldats. De part et d'autre, on dénombre plusieurs belligérants sérieusement blessés. Le 5 mars, à Boston, l'inévitable se produit : devant le *State House*<sup>15</sup>, la troupe tire sur la foule. Une sentinelle du 29<sup>e</sup> régiment est invectivée par un jeune de la ville qui prétend avoir reçu un coup de crosse de fusil du soldat. Après s'être copieusement injuriés, on en est venu aux mains. Le capitaine Thomas Preston qui observe la scène rassemble une section de sept hommes et se rend devant le bâtiment provincial où a lieu l'incident. Entre-temps, la foule qui s'est considérablement agrandie et a atteint trois cents à quatre cents personnes, crache vers la troupe et lui lance des pierres et des boules de neige. Un soldat est touché et assommé, laissant tombé son mousquet. Lorsqu'il recouvre ses esprits et ramasse son arme, furieux, il crie *Soyez damnés ! Feu !* et ouvre le feu sans qu'aucun ordre ne soit donné. Une pause de quelques dizaines de secondes s'ensuit puis la section reprend le tir sans que le capitaine n'en ait donné l'ordre. Trois Bostoniens sont tués et gisent sur le pavé ; huit autres sont blessés et mourront des suites de leurs blessures. Le gouverneur par intérim Thomas Hutchinson promet de mener une enquête mais dès le lendemain, celle-ci est abandonnée. Fin octobre, le jury est convaincu que le capitaine Preston n'a pas donné l'ordre de tirer en conséquence de quoi il est acquitté. Le 27 novembre, les soldats sont traduits devant le tribunal. Défendus par John Adams, tous sauf deux sont acquittés. Les prévenus sont reconnus coupables d'homicide involontaire et condamnés à être flétris sur la main. A l'issue du procès, bien que lui-même patriote et Fils de la Liberté modéré, John Adams déclara : *Les faits sont des choses obstinées ; et quels que puissent être nos souhaits ou nos inclinaisons, ou les impératifs de nos passions, ils ne peuvent modifier l'état des faits et des preuves.*<sup>16</sup>

A New York, les tensions entre patriotes et les autorités britanniques deviennent de plus en plus tendues et les heurts de plus en plus violents. Alexander McDougall qui avait été inculpé suite aux affrontements du mois de janvier, est libéré sous caution, au grand dam des militaires. Il lui a suffi de plaider non coupable pour recouvrer la liberté. La plupart des magistrats affichent des sympathies pour les Fils de la Liberté et ne sont donc que d'une aide fort peu utile aux autorités militaires.

A Londres, Frederick Lord North, le nouveau Premier ministre a fait lever toutes les taxes sur les importations dans les colonies, à l'exception de celle sur le thé pour laquelle il

<sup>14</sup> Common: plaine herbeuse commune où les habitants peuvent laisser paître leurs animaux.

<sup>15</sup> Aujourd'hui le Old State House à l'intersection des rues Washington et State.

<sup>16</sup> National Archives – Adams' Arguments for the Defense: 3-4 December 1770.



avait déclaré *qu'elle était la marque de la suprématie du Parlement et son droit à gouverner et à légiférer dans les colonies*<sup>17</sup>. Toutefois, de nombreux membres du Parlement sont disposés à supprimer cette taxe si cela peut éviter de nouveaux troubles.

En juin 1772, Thomas Hutchinson qui, en mars de l'année précédente avait été nommé gouverneur royal avec l'approbation du Roi, annonce que dorénavant, son salaire lui sera payé par le gouvernement de Londres. Il ajoute qu'il en sera de même pour les magistrats qui dès lors, deviendront plus indépendant du pouvoir exécutif des colonies. Craignant de voir les institutions coloniales passer sous contrôle britannique, Samuel Adams et James Otis créent un *comité de correspondance* qui sera chargé de réunir et d'informer la population de tout cas d'ingérence ou d'empiètement de la Couronne d'Angleterre. Dans une lettre, le docteur Benjamin Church invite les autres villes à créer un comité similaire. Dans les mois qui suivent, cent dix-neuf villes suivront les recommandations de Church. Le gouverneur fulmine et n'hésite pas à qualifier le comité d'*infect serpent le plus venimeux sorti de l'œuf de la sédition*<sup>18</sup>.

A Boston, John Hancock avait organisé le boycott du thé de Chine vendu par la East India Company. Les ventes, qui autrefois étaient de trois cent vingt mille livres, étaient tombées à cinq cent vingt livres. En mai 1773, le roi George III approuve un plan de sauvetage de la compagnie et le *Tea Act* lui accorde le droit d'exporter directement le thé vers les colonies, sans payer de taxes. Plutôt que de vendre le thé à des intermédiaires, la compagnie désigne des marchands qui devront prendre la marchandise en consigne. A Londres, Lord North maintient le droit de douane à percevoir et argumente sa décision par le fait que les subsides accordés à la compagnie permettront de vendre le thé à un prix inférieur à celui du thé de contrebande et servira à payer le salaire des gouverneurs royaux et des juges dans les colonies. A nouveau, c'est le principe de la taxe qui oppose les colonies et le gouvernement de Londres. Sept navires sont envoyés vers les colonies avec du thé produit par la East India Company, dont quatre à destination de Boston. Les autres vaisseaux mettent le cap sur New York, Philadelphie et Charleston. Le 28 novembre, le *Dartmouth* arrive dans le port de Boston et est amarré au quai Griffin mais son propriétaire, M. Rotch, n'est pas autorisé à décharger le thé. Thomas Mifflin<sup>19</sup>, un marchand de Philadelphie qui est présent demande aux Fils de la Liberté : *Résisterez-vous au déchargement du thé ? Si vous y arrivez, je pourrai répondre de Philadelphie.*<sup>20</sup> Les citoyens de Philadelphie se rendent auprès des consignataires désignés pour prendre possession et revendre le thé et leur demande de démissionner immédiatement, ce qui sera promptement fait. Un réseau de correspondance visant à renforcer la résistance et une assistance mutuelle est alors établi entre Philadelphie et Boston. A New York, des actions similaires sont entreprises par les Fils de la Liberté. Le lendemain, Samuel Adams organise un rassemblement à Faneuil Hall. Des milliers de personnes s'y rendent et il est décidé de tenir l'assemblée à la Old South Meeting House qui offre plus d'espace. Sur proposition de Samuel Adams, une ordonnance relative aux vaisseaux qui ne sont pas autorisés à décharger leur cargaison est soumise à la foule. Les Fils de la Liberté mettent la pression sur les capitaines des navires pour que ceux-ci repartent avec leur cargaison, sans que doivent être payés les droits de douane. Le gouverneur Hutchinson refuse que les bateaux reprennent la mer sans payer les taxes. Adams insiste pour que le gouverneur et les consignataires du thé

<sup>17</sup> University of Groningen - [www.rug.nl/usa/biographies/lord-north](http://www.rug.nl/usa/biographies/lord-north).

<sup>18</sup> [www.massmoments.org](http://www.massmoments.org) - Daily almanac of Massachusetts history.

<sup>19</sup> Plus tard, Thomas Mifflin deviendra membre du Premier Congrès continental, le premier gouverneur de Pennsylvanie et quartier-maître général de l'armée continentale.

<sup>20</sup> A Complete History of the United States of America embracing the whole period from the Discovery of North America down to the Year 1820 - Vol. III, Hartford, 1821, p. 61.

- parmi lesquels deux fils et un neveu de Hutchinson - acceptent cet agrément mais ils refusent. Le 2 décembre, le *Eleanor* arrive et le 15 décembre, un troisième navire, le *Beaver* jette l'ancre dans le port de Boston. Le quatrième navire, le *William*, avait échoué à Cape Cod et n'atteindra jamais sa destination finale. A New York, Philadelphie et Charleston, les bateaux lèvent l'ancre et retournent sans avoir déchargé leur cargaison. La loi britannique prévoit que le thé doit être déchargé dans une période de vingt jours à dater de l'arrivée, sous peine d'être confisqué par les agents des douanes. Le dernier jour du délai pour le *Dartmouth*, cinq mille personnes se rassemblent à la Old South Meeting House où Sam Adams leur fait part de la réponse ferme et définitive du gouverneur. Il termine son discours en disant : *Cette réunion ne peut rien faire de plus pour sauver le pays*. A l'aube, une centaine de Fils de la Liberté déguisés en Indiens Mohawk se rassemblent et descendent vers le port où le navire est amarré. John Andrew qui fut témoin de la scène racontera plus tard : *Ils étaient drapés dans des couvertures, la tête emmitouflée, le visage teint d'une couleur cuivrée ; chacun était armé d'une hache ou d'une cognée ou d'une paire de pistolets. Leur dialecte n'était pas non plus différent de ce que j'imagine parlent les vrais Indiens, leur jargon ne voulait rien dire, sauf pour eux-mêmes.*<sup>21</sup> Les Fils de la Liberté montent à bord et sans s'en prendre à l'équipage, ils déversent les trois cent quarante caisses de thé - nonante mille livres - dans les eaux glacées du port. Quatre mois plus tard, une seconde *Tea Party*<sup>22</sup> a lieu à Boston. Le *Fortune* ne transportait que trente caisses de thé qui allaient également être jetés par-dessus bord par un groupe de soixante patriotes. Cette action étant de moindre importance, elle ne reçut pas les mêmes échos que celle du 16 décembre. Les *Tea Parties* se suivent et se ressemblent. En octobre 1774 à Annapolis dans le Maryland, des patriotes brûleront le *Peggy Stewart*, un navire britannique transportant la précieuse marchandise. A l'instar de ce qu'avaient fait les Bostoniens, des New-Yorkais se déguisent en Indiens pour déverser une cargaison dans l'East River. La Virginie n'est pas en reste et procède également à la destruction du thé.

Le 20 janvier 1774, les nouvelles des incidents survenus à Boston arrivent à Londres, ce qui aura pour effet de monter l'opinion publique contre les colonies. Elles irritent amèrement le Premier ministre North qui s'adresse à la Chambre des lords quant aux mesures que prendra le gouvernement vis-à-vis des colonies : *Les Américains ont enduit de goudron et emplumé vos sujets, brûlé vos navires, refusé toute obéissance à vos lois et à votre autorité ; pourtant notre conduite a été si clémente et si longue a été notre patience qu'il nous incombe maintenant de prendre une autre course. Quelles que puissent être les conséquences, nous devons risquer quelque chose ; si nous ne le faisons pas, tout est perdu.*<sup>23</sup> Au Parlement, Charles Van déclare qu'il est d'accord avec le caractère flagrant de l'offense des Américains, et qu'en conséquence, il est d'avis que la ville de Boston doit être assommée et détruite. *Delenda est Carthago !*<sup>24</sup> Je suis d'avis que vous ne rencontrerez jamais l'obéissance appropriée aux lois de ce pays jusqu'à ce que vous ayez détruit ce nid de sauterelles.<sup>25</sup>

Après les actions menées contre les navires dans le port de Boston, le gouvernement veut imposer son autorité et décrète les *Coercive Acts*<sup>26</sup> qui seront appelés les *Intolerable Acts* par les colons. Presque immédiatement, le Premier ministre North devient la personne la plus haïe en Amérique. A Alexandria en Virginie, un visiteur nota dans son journal : *On*

<sup>21</sup> Récit par John Andrew - Boston Tea Party Historical Society.

<sup>22</sup> Les termes *Tea Party* n'étaient pas en usage à l'époque des faits.

<sup>23</sup> The Parliamentary History of England from the earliest period to the year 1803, London 1813 - Vol. XVII, p. 1280.

<sup>24</sup> Phrase oratoire de Caton l'Ancien : Carthage doit être détruite.

<sup>25</sup> The Parliamentary History of England from the earliest period to the year 1803, London 1813 - Vol. XVII, p. 1178.

<sup>26</sup> Lois coercitives.

tirait sur l'effigie de Lord North puis elle fut emmenée en ville en grandes pompes et brûlée.<sup>27</sup>

Les *Coercive Acts* ou *Intolerable Acts* sont au nombre de quatre :

- Le *Boston Port Act* par lequel le port de Boston est fermé à tout trafic maritime jusqu'à ce que la cargaison soit remboursée, soit 9 659 livres anglaises<sup>28</sup>, que les droits de douane aient été payés et qu'il plaise à Sa Majesté de lever l'acte ;
- Le *Massachusetts Government Act* retire la charte accordée à la province et la place sous le contrôle du gouvernement de Londres. Toutes les dispositions provinciales seront prises par le gouverneur, le Parlement ou le roi. De plus, le conseil provincial ne peut se réunir qu'une fois l'an ou à la requête du gouverneur ;
- L'*Administration of Justice Act* prévoit qu'un official britannique peut être traduit en justice pour quel que crime que ce soit, en Grande Bretagne ou dans toute autre colonie de l'empire, s'il est estimé que le prévenu ne fera pas l'objet d'un procès équitable au Massachusetts. George Washington, un planteur et membre du congrès provincial de Virginie n'hésite pas à appeler cette loi le Murder Act. Il est convaincu que cela permettra aux officiels britanniques d'harasser les Américains et d'ensuite échapper à la justice. De nombreux coloniaux estiment que cet acte est tout à fait injustifié. Après le massacre de Boston, les soldats britanniques avaient bénéficié d'un jugement parfaitement équitable ;
- Le dernier acte est un nouveau *Quartering Act* qui s'applique à l'ensemble des colonies.

Toutes ces nouvelles lois auront pour effet de générer un vent de sympathie pour le Massachusetts.

En réponse à ces *Coercive Acts*, le Premier Congrès continental est tenu du 5 septembre au 26 octobre à Philadelphie. Douze des treize colonies y sont représentées par 56 délégués ; la Géorgie n'y assiste pas. Toutefois, tout le monde ne partage pas les mêmes idées politiques. A l'opposé des idées radicales des délégués du Massachusetts des cousins Adams, de Robert Treat Paine et de Thomas Cushing, la Pennsylvanie plaide pour une union avec l'Angleterre. Cette motion n'est rejetée que par une seule voix de la majorité. Alors que se tient le congrès, John Hancock envoie Paul Revere prévenir les délégués des provinces que le Massachusetts a établi le premier gouvernement autonome des colonies. A Philadelphie, les réunions tournent des différentes possibilités économiques, incluant notamment le boycott du commerce britannique, les droits et les griefs et la rédaction d'une pétition adressée au Roi. Dans cette missive, outre une longue série de doléances et un plaidoyer pour des droits égaux et la suspension des taxes que le gouvernement impose aux colonies, le Congrès demande au Roi la révocation des *Coercive Acts*. Lord North soumet la pétition à la Chambre des communes et à la Chambre des lords mais la présentation du document se fait en même temps que d'autres actes administratifs et ne reçoit que peu d'attention. Le Roi l'ignore et n'y répondra jamais.

Avant que n'aient lieu les incidents des *Tea Parties* à Boston, l'assemblée provinciale avait envoyé une lettre à la Chambre de commerce, sollicitant la démission d'office de Hutchinson. Ce dernier sollicite un congé pour se rendre en Angleterre et s'y défendre, ce qui lui est accordé. Le 13 mai 1774, il est remplacé en qualité de gouverneur par le général Thomas Gage. Le 1<sup>er</sup> juin, Hutchinson quitte Boston pour Londres où il est reçu en audience par le Roi et par Lord North. Au Massachusetts, il reste l'objet de vives critiques et son exil forcé ne lui permet pas de se défendre. Le 3 juin 1780, il mourra à Londres, à l'âge de 68 ans.

<sup>27</sup> The Alexandria Chronicle, Summer 2015 - Alexandria Historical Society, Inc.

<sup>28</sup> 1.700.000 US\$ actuels.

Dans une lettre datée du 27 août, le gouverneur royal est informé par William Brattle - qui, dans les années 1760 avait des sympathies pour les Fils de la Liberté et était un supporter de la cause révolutionnaire mais deviendra plus tard major-général de la milice de Grande Bretagne au Massachusetts et ne prendra jamais de position ferme quant au camp auquel il adhéra - que les villes ont enlevé leur stock de poudre à canon et que les seuls tonneaux de poudre encore dans le magasin sont ceux de la province. Le 31 août, Gage envoie le sheriff du comté de Middlesex David Phips chez Brattle afin d'y enlever la clé du dépôt et de reprendre la poudre *du roi* (King's Powder). Le même jour, Gage perd ou laisse tomber intentionnellement la lettre de Brattle. La population et les patriotes sont rapidement au courant du contenu de celle-ci. Le lendemain dès l'aube, le général Gage envoie un détachement de deux cent soixante hommes sous les ordres du lieutenant-colonel Maddison du 4<sup>e</sup> régiment à pied (4<sup>th</sup> Foot King's Own Regiment) reprendre la poudre stockée au dépôt de Charlestown. Dans le plus grand secret, les troupes embarquent dans treize chaloupes et rament du port de Boston en remontant la Mystic River jusqu'au débarcadère de Temple's Farm à Winter Hill<sup>29</sup>. De là, elles marchent environ un mile pour atteindre le dépôt où le sheriff Phips remet la clé aux soldats. Après le lever du soleil, tous les barils sont enlevés et emmenés par les soldats à Boston en reprenant le même chemin, en sens inverse. Cependant, un petit détachement est envoyé à Cambridge afin d'y retirer deux canons de bronze et de les ramener en ville en passant par l'isthme de Boston. Les canons et la poudre seront ensuite amenés à Castle Williams. Le général Gage est pleinement satisfait de la parfaite exécution de la mission. La poudre et les pièces d'artillerie sont en sûreté et ont été ramenés en ville sans tirer le moindre coup de feu.

L'expédition des soldats britanniques pour reprendre la poudre et les canons a pour répercussion de propager l'alerte et des rumeurs à la vitesse de l'éclair : *la poudre a été volée, des personnes ont été tuées, la guerre a débuté, Boston est bombardé par la Royal Navy*<sup>30</sup>. De tous les coins de Nouvelle Angleterre, des gens armés marchent vers Boston. Le 2 septembre, un jeune révolutionnaire du nom de McNeill est en route pour la ville. Plus tard, il écrira qu'il *n'avait jamais vu pareille scène précédemment. Tout au long [de la route], des hommes armés allaient de l'avant - certains à pied, certains à cheval. A chaque maison, les femmes et les enfants fabriquaient des cartouches, coulaient des balles, fabriquaient des besaces [sacs à nourriture], cuisaient des biscuits, pleuraient et se plaignaient et en même temps animaient leurs maris et leurs fils de se battre pour leurs libertés, bien qu'elles ne savaient pas si elles les reverraient un jour. [...] Ils laissèrent à peine une demi-douzaine d'hommes en ville, à moins qu'ils ne soient vieux et décrépits, et dans une ville, le propriétaire raconta qu'il était encore le seul homme présent*<sup>31</sup>. Le même jour à Cambridge, environ quatre mille hommes encerclent la maison de Willam Brattle et le forcent, ainsi que d'autres loyalistes, à fuir et chercher protection à Boston. Le sheriff Phips est contraint de signer un document par lequel il déclare ne jamais faire appliquer les lois coercitives. La foule se rend alors à l'hôtel particulier du lieutenant-gouverneur Thomas Oliver et l'oblige à démissionner de ses fonctions. Sur un bout de papier, il écrit : *Ma maison à Cambridge étant encerclée par à peu près quatre mille personnes, conformément à ce qu'ils m'ordonnent, je signe de mon nom*<sup>32</sup>.

Plus tard, lorsque les rumeurs s'avéreront fausses, la foule se disloquera et chacun retournera chez lui. Des messagers seront envoyés sur les routes afin d'arrêter les patriotes qui arrivent d'autres villes et les renvoyer dans leurs foyers.

<sup>29</sup> Aujourd'hui Somerville

<sup>30</sup> Paul Revere's Ride, p. 46.

<sup>31</sup> Paul Revere's Ride, p. 46

<sup>32</sup> *Ibid.*

Le général Gage avait été surpris par l'importance de la foule qui s'était réunie suite au retrait de la poudre royale et décida de reporter et finalement d'annuler une mission d'enlèvement de la poudre stockée à Worcester. Néanmoins, il décide de transférer à Boston des troupes d'autres provinces, de Halifax en Nouvelle-Ecosse et de Terre-Neuve. Il sollicite des renforts auprès du gouvernement de Londres et la suspension temporaire des lois coercitives jusqu'à ce que plus de troupes soient envoyées dans les colonies. Sa demande de vingt mille soldats est absurde puisque l'armée britannique n'est, à ce jour, forte que de douze mille hommes. Finalement, ce sont quatre cents marines sous les ordres du major John Pitcairn qui seront envoyés à Boston.

Le 12 décembre, Paul Revere est informé que les *Réguliers* prévoient une expédition afin de reprendre la poudre à canon du fort William et Mary à Portsmouth dans le New Hampshire. Le lendemain, il part avertir les patriotes de l'arrivée imminente des soldats. L'information que Revere détenait n'était pas tout à fait correcte. Toutefois, le 17, des navires britanniques arrivent à Portsmouth mais la poudre avait déjà été enlevée trois jours plus tôt. La poudre des milices fut également retirée des lieux de stockage du Rhode Island et du Connecticut et du magasin de Williamsburg en Virginie immédiatement après les batailles de Lexington et de Concord.

Le 21 septembre 1774, après l'*Alarme de la Poudre*, un nouveau système de milice est créé lors de la convention de Worcester. Les officiers sont tenus de démissionner et de publier leur démission dans les journaux de Boston, à la suite de quoi ils votent : *qu'il soit recommandé dans les villes de ce comté, de choisir ses officiers (militaires) en nombre suffisant dans chaque ville, et que les capitaines, les lieutenants et les enseignes qui sont choisis par les personnes dans chaque régiment, conviennent, le 10 du mois d'octobre à venir ou avant, en un endroit qui convient à chaque régiment, de choisir les officiers qui commanderont la milice jusqu'à ce qu'ils soient nommés constitutionnellement, et il est recommandé aux officiers dans chaque ville du comté, d'engager un tiers des hommes de leurs villes respectives, âgés entre seize et soixante ans, d'être prêt à entrer en action sur un préavis d'une minute ; et il est recommandé à chaque ville du comté, de choisir un nombre suffisant d'hommes dans un comité de soutien et d'approvisionnement de ces troupes qui devraient se mettre en marche à chaque urgence.*<sup>33</sup> Le succès de cette convention mena à la mise sur pied d'unités de *Minute Men* dans chaque ville et conduira finalement à la création de l'armée continentale.

Le 7 avril, lorsque les activités militaires font penser que les troupes peuvent se mettre en marche, le docteur Joseph Warren, un éminent Fils de la Liberté, demande à Paul Revere de se rendre à Concord où siège le congrès provincial du Massachusetts et de mettre ses membres au courant de ces manœuvres. C'est également dans cette ville que les approvisionnements militaires de l'armée continentale ont été stockés et cachés. Une semaine plus tard, Gage reçoit des instructions du secrétaire d'Etat pour les colonies, William Legge, 2<sup>e</sup> comte de Dartmouth, de se rendre à Concord, d'y saisir et détruire les équipements qui y sont cachés et de capturer les chefs de l'insurrection : Samuel Adams et John Hancock. Gage charge le lieutenant-colonel Francis Smith d'effectuer cette mission dans le plus grand secret et lui recommande de ne pas procéder à des mesures de représailles vis-à-vis des populations civiles et de ne tolérer aucun acte de pillage. Le général se garde bien de mettre ses ordres par écrit, craignant que ceux-ci puissent provoquer un soulèvement s'ils devaient être découverts.

Dans la soirée du 18 avril, Warren prévient Revere et William Dawes - un autre Fils de la Liberté - que huit cents soldats sont rassemblés sur la plaine commune de Boston<sup>34</sup> et des

<sup>33</sup> The Minutemen, pp. 51, 52.

<sup>34</sup> Boston Common

bateaux de transport de troupes y sont prêts pour un embarquement. Revere a convenu avec Robert Newman, le sacristain de la Old North Church, d'un code à transmettre lorsque les Tuniques rouges se mettraient en marche. Il devait monter dans le clocher de l'église et y allumer une ou deux lanternes. *Une si par terre et deux si par mer!*<sup>35</sup> Comme convenu, assisté par le capitaine John Pulling Jr, Newman monte au sommet du clocher et y allume deux lanternes. Dès cet instant, Paul Revere rejoint ses amis Tom Richardson et Joshua Bentley qui l'aident à traverser en barque l'estuaire de la rivière Charles vers Charlestown d'où il chevauchera vers Lexington et Concord. A Charlestown, il est prévenu que des soldats britanniques ont été aperçus sur la route menant de Cambridge à Concord. En chemin, il prévient d'autres patriotes qui à leur tour se mettent en route pour avertir leur réseau. Désormais, pas moins d'une quarantaine de cavaliers sillonnent les routes du comté de Middlesex afin de donner l'alerte. Toutefois, cette mission doit se faire dans le plus grand secret possible ; les campagnes sont patrouillées par des détachements anglais et la plupart des colons sont d'origine britannique et se considèrent toujours comme tel. Au moment même où Revere quitta Boston, William Dawes prit la route par le *Boston Neck*, l'étroite péninsule qui relie la ville à la terre ferme. Sa mission consiste également à prévenir Adams et Hancock de l'imminence de l'arrivée de l'armée. Aux environs de minuit, Paul Revere arrive chez le pasteur Clarke à Lexington où il retrouve Adams et Hancock qu'il prévient du danger qu'ils courent. Une trentaine de minutes plus tard, Dawes arrive à son tour. Adams et Hancock sont convaincus que les forces mises en marche sont trop nombreuses que pour uniquement tenter de les arrêter et ils sont certains que Concord est l'objectif final de la mission. De Lexington, d'autres cavaliers sont dépêchés vers les villes avoisinantes afin de donner l'alerte. Revere et Dawes reprennent la route vers Concord, accompagnés par le docteur Samuel Prescott qui avait passé la soirée chez sa fiancée. Arrivés à Lincoln, ils sont arrêtés par une patrouille à un barrage. Prescott saute avec son cheval au-dessus d'un mur et parvient à s'enfuir. Dawes parvient également à s'échapper mais tombe de sa monture un peu plus loin. Il n'atteindra pas Concord. Revere est fait prisonnier et est interrogé par les soldats. Il leur dit que l'armée sera en danger en arrivant à Lexington parce qu'une importante force de milice armée s'y rassemble. En compagnie d'autres captifs, la patrouille se dirige vers l'est en direction de Lexington. Arrivée à moins d'un kilomètre de la ville, un coup de canon résonne dans la nuit. A la question de l'officier qui accompagne les prisonniers de savoir de quoi il s'agit, Revere lui répond que c'est un signal d'alarme. En approchant de la ville, les cloches de l'église se mettent à sonner rapidement. Un des patriotes s'adresse aux soldats et leur dit : *C'est la cloche qui sonne. La ville est alertée, vous êtes tous des hommes morts!* La troupe se concerta quelques instants et ils décident de ne pas aller à Lexington, d'abandonner les captifs et d'aller prévenir leur hiérarchie. Le cheval de Paul Revere est réquisitionné pour pouvoir aller informer les colonnes en marche. Revere retourne à pied chez le pasteur Clarke où il retrouve Sam Adams et John Hancock avec qui il fuit lorsque s'engage la bataille de Lexington. La chevauchée de Revere, Dawes et Prescott avait permis d'établir un système d'alerte et de rassemblement particulièrement efficace. Alors que les troupes de Smith étaient encore en train de débarquer à Cambridge, l'alerte était déjà donnée à quarante kilomètres de là. Peu avant le lever du soleil, six compagnies sous les ordres du major Pitcairn entrent dans Lexington et y rencontrent une force de septante-sept *minutemen* commandée par le capitaine John Parker. Ceux-ci étant en infériorité numérique, Pitcairn leur ordonne de se rendre en ces termes : *Jeter vos armes et dispersez-vous, bande de rebelles. Dégagez les plaines du roi ! Vous êtes la racaille de la terre !* A ce moment, un

<sup>35</sup> One if by land and two if by sea!

coup de feu est tiré et une escarmouche oppose les deux camps. Les patriotes perdent huit hommes alors que du côté des Britanniques, seul un soldat est blessé au pouce - probablement par un autre Anglais. La colonne reprend sa marche vers Concord où elle se sépare en deux compagnies qui se mettent à la recherche des ravitaillements et équipements des Continentaux. Prévenus auparavant, ceux-ci avaient eu tout le temps de les déplacer et de les mettre en lieu sûr. Vers 11 heures du matin, au pont nord sur la rivière Concord, quatre cents *minutemen* engagent une centaine de Tuniques rouges. Les Anglais nettement moins nombreux n'ont d'autre alternative que de se replier et rejoindre le gros de la troupe en ville. N'ayant trouvé aucune arme, munition, poudre ou autre approvisionnement, les hommes de Smith reprennent la route vers Boston en échangeant des tirs tout au long de la journée. De plus en plus de *minutemen* rapploient et lorsque Smith atteint Lexington, il ne doit son salut qu'à l'arrivée de renforts sous le commandement du brigadier général comte Hugh Percy. Forte de plus ou moins mille sept cents soldats, la colonne est obligée d'opérer un repli stratégique pour reprendre sa marche vers Boston. Plus tard, le lieutenant John Baker du 4<sup>e</sup> régiment écrira : [...] *leur nombre croissait et il en venait de toutes parts pendant que les nôtres étaient affaiblis par les morts, les blessés et la fatigue ; et nous étions totalement encerclés sous un feu incessant qu'il est impossible d'imaginer ; nos munitions allaient en s'épuisant.*<sup>36</sup> Les pertes britanniques s'élèvent à septante-trois morts et plus de deux cents blessés - dont le colonel Smith atteint à la cuisse - ou disparus alors que les patriotes déplorent quarante-neuf morts, trente-neuf blessés et cinq disparus. Alors que les troupes britanniques battent en retraite, le cheval du major Pitcairn est blessé, désarçonne son cavalier et galope vers les *minutemen* qui l'attrapent. Plus tard, les pistolets de l'officier qui se trouvaient dans les gaines de la selle seront offerts au général Israël Putnam qui les portera tout au long de la guerre d'Indépendance. Victorieux, le 19 avril 1775, les Continentaux entament le siège de Boston et Charlestown.

Le 10 mai, soit près de trois semaines après les batailles de Lexington et de Concord, le Second Congrès continental se réunit à Philadelphia. Les délégués œuvrent à la possibilité d'augmenter l'effort de guerre et au développement de la voie de l'indépendance. Ce sont à nouveau douze colonies qui prennent part à ce congrès ; ce n'est que le 20 juillet que les représentants de la Géorgie arriveront à Philadelphie. Parmi les nouveaux membres, Benjamin Franklin rejoint la délégation de Pennsylvanie, John Hancock celle du Massachusetts et Thomas Jefferson remplace Peyton Randolph pour la Virginie. Le 24 mai, Hancock est élu président de ce Second Congrès continental. Le 5 juillet, la *Olive Branch Petition*<sup>37</sup> est adoptée et signée par le Congrès. Ecrite par Thomas Jefferson, elle est revue par John Dickinson en termes moins radicaux que ceux utilisés par le Virginien. La pétition est un dernier recours afin d'éviter une guerre totale avec la Grande Bretagne et une affirmation de loyauté à la Couronne. Les signataires demandent à ce que le commerce et les taxes entre les colonies et l'Angleterre soient renégociés. Le lendemain, un autre document est rédigé à la suite de la pétition : la *Declaration of the Causes and Necessity of Taking up Arms*.<sup>38</sup> Le gouvernement de Londres rejette la pétition et le roi George III refuse d'en prendre connaissance.

Fin mai, quatre mille soldats britanniques arrivent à Boston et renforcent l'armée de Gage. Trois des meilleurs généraux se voient attribués un commandement sous celui du commandant en chef : William Howe, un vétéran de la guerre de Succession d'Autriche

<sup>36</sup> Journal du Lt John Baker du 4<sup>e</sup> régiment, publié dans le *Atlantic Monthly*, 1877, républié dans *The British in Boston*, 1924.

<sup>37</sup> Pétition du Rameau d'olivier.

<sup>38</sup> Déclaration sur les causes et nécessités de prendre les armes.

(1740-1748) et de la guerre de Sept Ans (1756-1763)<sup>39</sup> ; Henry Clinton et John Burgoyne, tous deux ayant également combattu lors de la guerre de Sept Ans et politiciens qui siégeaient à la Chambre des communes.

Le 17 juin lors de la bataille de Bunker Hill, l'armée britannique sous les ordres du général Howe remporte une victoire à la Pyrrhus à Charlestown. Il lui faudra lancer trois assauts pour vaincre une armée que le général Gage qualifia de *horde de fermiers enragés et de marchands en échec*.<sup>40</sup> Howe se portera au premier rang et mènera personnellement le troisième et dernier assaut. Les Britanniques totalisent 226 morts - dont le major Pitcairn qui fut atteint par une balle dans la poitrine - et 828 blessés pour 140 tués et 310 blessés du côté des Continentaux. Trois jours auparavant, le congrès provincial avait nommé le docteur Joseph Warren au rang de brigadier général. Fils de la Liberté, il était également président de ce même congrès du Massachusetts. Cette promotion n'était pas encore effective et c'est en soldat qu'il mourra sur les pentes de Breed's Hill.

Le *Comité de sécurité du Massachusetts*<sup>41</sup> avait envoyé en Angleterre un rapport relatif aux combats de Lexington et de Concord. Malheureusement, celui-ci n'arrivera pas avant celui de Gage sur la bataille de Bunker Hill, envoyé à Lord Dartmouth, le secrétaire d'Etat pour l'Amérique du Nord. Toutefois, la relation écrite des victoires des coloniaux provoque de vives tensions entre les Whigs et les Tories à Londres. Le nombre de victimes alerte les instances militaires qui sont forcées de repenser la présence de l'armée dans les colonies. Trois jours après l'arrivée du rapport de Gage, ce dernier est démis de ses fonctions et remplacé par le général William Howe. Le 11 octobre, Gage fait voile vers la Grande Bretagne. A bord du vaisseau qui le ramène en Angleterre, il écrit un second rapport à Dartmouth dans lequel il stipule : *Je suis convaincu que les promoteurs de la rébellion n'ont pas de réel désir de paix, à moins qu'ils n'aient « carte blanche »*<sup>42</sup>. *Toute leur conduite n'a été qu'une scène d'illusions, de duplicité et de dissimulation, par laquelle ils ont dupé de nombreuses personnes bien enclines*.<sup>43</sup> La position du Roi vis-à-vis des colonies sera encore plus dure et il faut peut-être là, trouver une raison à son silence à la *Olive Branch Petition*. Le 23 août 1775, en réponse aux nouvelles relatives à la bataille de Bunker Hill, les colonies sont officiellement déclarées en rébellion par la *Proclamation pour la suppression de la rébellion et de la sédition*.<sup>44</sup>

Le 14 juin 1775, le Second Congrès continental vote la création d'une armée continentale issue d'unités de milice du Massachusetts et élit le Virginien George Washington en qualité de général commandant. Le lendemain, Washington accepte sa nomination. Le 3 juillet à Cambridge, il prend le commandement de la nouvelle armée de laquelle il dit que [...] *les coloniaux des régiments de Nouvelle Angleterre sont peu disciplinés et sont « excessivement sales et dégoûtants »*.<sup>45</sup>

Le 17 mars 1776, le siège de Boston qui avait débuté après la bataille de Bunker Hill prend fin. Le 26, sous les cris de joie des miliciens, le général Sir William Howe, ses neuf mille soldats et près de mille familles loyalistes embarquent à bord de cent vingt-cinq navires à destination de Halifax, en Nouvelle-Ecosse où il veut réorganiser son armée. Les

<sup>39</sup> Lors de la bataille de Québec (13 septembre 1759), Howe lança ses troupes à l'assaut des falaises de la Anse aux Foulons et prit position sur les Plaines d'Abraham permettant au général Wolfe de débarquer le reste de son armée et finalement battre l'armée franco-canadienne du marquis de Montcalm.

<sup>40</sup> Thomas Gage Reconsidered: When Law Interferes With War - Garry Shattuck - Journal of the American Revolution, August 26, 2015.

<sup>41</sup> Safety Committee of Massachusetts.

<sup>42</sup> En français dans le texte.

<sup>43</sup> Safety Committee of Massachusetts.

<sup>44</sup> A Proclamation for Suppressing Rebellion and Sediton.

<sup>45</sup> America, History and Life - Eric H. Boehm, Clío Press 2001 Vol. 38, p. 78.



troupes continentales avaient repris les hauteurs de Dorchester qui surplombent la ville et ils pouvaient la bombarder en toute impunité. Howe avait le choix de tenter de reprendre la colline des mains des patriotes, au prix de nombreuses pertes ou d'abandonner la ville. Boston étant stratégiquement de faible importance, il préfère quitter la place.

En juin, Thomas Jefferson rédige une déclaration d'indépendance que Benjamin Franklin et John Adams revoient et corrigent afin qu'elle soit acceptée à l'unanimité des cinquante-cinq délégués du Congrès continental. Après trois jours de débats, le Congrès adopte le texte de Jefferson. Sur les treize colonies, seule New York s'est abstenue. Désormais, les colonies sont des Etats libres et indépendants. Elles sont libérées de toute allégeance à la Couronne britannique. Tout lien entre eux et l'Etat de Grande Bretagne est rompu. Le premier à signer la Déclaration d'Indépendance est le président du Congrès continental, John Hancock. Parmi les cinquante-six signataires du document figurent bien évidemment Thomas Jefferson, John Adams, Benjamin Franklin et Samuel Adams.

De victoires en défaites et de défaites en victoires, en octobre 1781, l'armée coloniale de George Washington remporte la bataille décisive de Yorktown. Le 25 novembre, lorsqu'il apprend la nouvelle de la désastreuse défaite et la reddition du général comte Cornwallis, le Premier ministre anglais, Lord North s'écrie : *Mon dieu ! Tout est fini*.<sup>46</sup> Fin 1782, des pourparlers de paix sont entamés à Paris où Benjamin Franklin, John Adams et John Jay ont pris place à la table des négociations. Le 3 septembre 1783, le traité de Paris met fin à huit années de guerre et consacre l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

Poser la question de savoir si les Fils de la Liberté étaient des traîtres ou des patriotes, la réponse paraît évidente. Il est indéniable que la Couronne d'Angleterre et le gouvernement britannique n'avaient que peu, voire aucune considération pour les colonies. Peut-on blâmer un peuple opprimé par ceux qui sont censés les protéger et les aider, de se soulever pour défendre leurs droits ? Les Fils de la Liberté savaient pertinemment bien qu'ils risquaient d'être arrêtés et jugés pour trahison. Mais la liberté des coloniaux valait bien le risque. Etaient-ils des patriotes ? Evidemment qu'ils l'étaient. Si aujourd'hui, il n'y a aucune référence absolue détermine qui étaient les pères fondateurs des Etats-Unis d'Amérique, chaque Fils de la Liberté mérite en tous cas d'être appelé *véritable père du pays*.

Dans les années 1790, lors de la rébellion du Whisky, la question fut posée à Samuel Adams s'il était un fervent défenseur de ces fermiers de l'ouest de la Pennsylvanie qui tiraient sur les agents fédéraux du département des Revenus plutôt que de payer des taxes votées par le gouvernement sur le maïs de distillation. Adams trouva la question irritante. *Une révolte contre un roi et un parlement décidés à exclure les coloniaux du gouvernement était une nécessité, dit-il. Mais chaque citoyen d'un gouvernement démocratique qui a pris les armes contre ce gouvernement, mérite d'être pendu.*<sup>47</sup>

\* \* \*

### **Bibliographie**

- *A Complete History of the United States of America embracing the whole period from the Discovery of North America down to the Year 1820*, Hartford, 1821.
- *The Parliamentary History of England from the earliest period to the year 1803*, London, 1813.
- Fisher David Hackett: *Paul Revere's Ride*, Oxford University Press, 1995.
- Gavin John R.: *The Minutemen*, Potomac Books, Inc., 1989.
- Philbrick Nathaniel: *Bunker Hill: A City, A Siege, A Revolution*, Penguin Books, 2013.
- McCulloch David: *1776*, Simon & Schuster Paperbacks, 2005.

<sup>46</sup> The House of Commons and Foreign Policy: Lord North and Yorktown - [thehistoryofparliament.wordpress.com](http://thehistoryofparliament.wordpress.com)

<sup>47</sup> The Radicals who made a Revolution - Boston Tea Party Ships & Museum ([www.bostonteapartyships.com](http://www.bostonteapartyships.com)).